

C.G.T.-F.O.

# Les Cahiers

F.E.N.F.O.

## Fernand Pelloutier

Cahiers de recherche et de libre discussion sur les problèmes de l'éducation et de l'action ouvrières.

78, RUE DE L'UNIVERSITE — PARIS (VII) LITRE 50-40 — C. C. P. Paris 2.850-04

« Nous sommes les ennemis irréconciliables de tout despotisme moral ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures y compris celle du prolétariat, et les amants passionnés de la culture de soi-même. La mission révolutionnaire du prolétariat éclairé est de poursuivre plus méthodiquement, plus obstinément que jamais, l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique pour rendre viable une société d'hommes fiers et libres ».

FERNAND PELLOUTIER.  
1er Mai 1895.

CAHIERS MENSUELS n° double 8.9. -

MARS-AVRIL-MAI 1950.

- Le syndicalisme américain et nous
- ETUDES - Productivité et éducation ouvrière
- A propos des conventions collectives : évolution de l'esprit patronal
- l'Internationale des Associations d'Education Ouvrière.
- Une belle expérience d'Education Nouvelle

G. WALUSINSKI  
BOURBONNEUX

Guy THOREL

Denyse WURMSER  
N. ROUAYS.

- LE SALUT EST EN NOUS ET DANS L'AMOUR DE LA VIE.

F. PELLOUTIER

- CHRONIQUE DE L'EDUCATION OUVRIERE.

- Former des militants, discuter en camarades
- Reflexions sur un week end d'études sur les salaires
- Du 49ème au 50ème anniversaire de PELLOUTIER

Rose ETIENNE

FELCE  
LABERCHE

- NOTES SUR LA SITUATION ET L'ACTION OUVRIERE.

- (La grève des mineurs américains, les salaires en GRANDE BRETAGNE, l'accroissement des revenus en U.R.S.S., les conditions de travail en FRANCE)

- LA VIE DES CAHIERS -

Le Numéro double : 40 fr. Abonnement ordinaire les 6 n°s : 100 fr.  
- de soutien - 200 fr.  
par virement au C.C.P. de la Fédération de l'Education Nationale Force  
Ouvrière 78, r. de l'Université (7°) - C.C.P. PARIS 2850 04.



LE SYNDICALISME AMERICAIN ET NOUS.

Une juste appréciation de la nature, des caractères divers et de la force du syndicalisme américain est nécessaire.

Le syndicalisme aux Etats-Unis nous intéresse d'abord au même titre que le syndicalisme dans tous les autres pays. Nous ne concevons pas plus un syndicalisme enfermé dans le cadre, d'ailleurs anachronique, d'une nation que nous ne l'admettons cloîtré dans le domaine de sa propre corporation. La vocation du syndicalisme est au contraire dans cette constante recherche de la fraternité à travers tous les métiers et toutes les frontières pour atteindre directement l'homme. En ce sens là, nous nous inquiétons autant du sort des travailleurs hindous ou allemands que de celui des habitants de ce pays, ou de celui des travailleurs américains.

Mais dans la situation syndicale présente, des raisons particulières imposent à nous l'examen plus attentif encore des nouvelles syndicales d'Outre Atlantique.

Bien que les causes de la scission en France n'aient rien de commun avec celles qui ont entraîné la création et le développement de plusieurs centrales syndicales aux U.S.A., nous devons être attentifs aux propositions d'unité que les responsables du C.I.O. ont faites aux responsables de l'A.F.L., à Lewis et aux cheminots. La réalisation de cette unité n'aurait-elle pas de profondes répercussions sur la politique générale des U.S.A. ? Syndicalement, l'exemple ne serait-il pas donné de la possibilité du regroupement syndical, là où le virus totalitaire stalinien n'existe pas ?

Que ce regroupement se fasse ou qu'il tarde, les progrès du C.I.O. ont amené l'A.F.L. à modifier son orientation. L'organisation d'une masse considérable d'ouvriers non qualifiés oriente, à n'en pas douter, les syndicats américains vers une révision de leur optimisme traditionnel sur les possibilités d'aménagement du régime de la libre entreprise. La place importante que les syndicats américains font à l'éducation ouvrière ne peut qu'accentuer cette tendance. On comprend quelle importance cela peut avoir au sein de la confédération Internationale des Syndicats Libres; il suffit de se rappeler l'intervention du camarade Reuther, de l'Union des Travailleurs de l'Automobile, au congrès de Londres. ("Nous sommes opposés à toutes les formes d'impérialisme : le rouge, sous le signe du Kremlin, aussi bien que celui qui fleurit ailleurs sous le signe du dollar").

DE L'AMERICAN SYNDICALISM : 40 II. ADONNEMENTS ORGANISÉS LES 6 Mars : 100 fr.  
- 200 fr. -  
Par virement au C.C.P. de la Fédération de l'Éducation Nationale Force  
Ouvrière 78, r. de l'Université (70) - C.C.P. PARIS 2020 04.

DE L'AMERICAN SYNDICALISM : 40 II. ADONNEMENTS ORGANISÉS LES 6 Mars : 100 fr.  
- 200 fr. -  
Par virement au C.C.P. de la Fédération de l'Éducation Nationale Force  
Ouvrière 78, r. de l'Université (70) - C.C.P. PARIS 2020 04.



Une étude approfondie du syndicalisme américain devra trouver une place dans ces cahiers. Nous en réunissons la documentation. Signalons tout de suite les articles de Daniel Guérin dans "Les Temps Modernes" (Janvier, février, mars 1950) extraits d'un livre qui paraîtra bientôt, que l'on pourra lire avec intérêt mais sur lequel, d'après ces articles, des réserves doivent être faites. Comparer Lewis à Robespierre et en même temps condamner le C.I.O. à ne plus connaître que l'enlèvement, c'est croyons-nous, sous-estimer les possibilités de renouveau syndical à l'intérieur de l'Union des Mineurs elle-même (voir plus loin à ce sujet la note sur la grève récente), c'est ne pas tenir compte des progrès du C.I.O. et de plusieurs syndicats de l'A.F.L. dans leur prise de conscience des vraies destinées du syndicalisme plus encore que dans leurs progrès numériques.

Enfin, et c'est pour nous l'essentiel, même avec ce que nous appelons leurs défauts (beaucoup de camarades ont tendance à projeter leur idéal comme modèle universel par rapport auquel, évidemment toutes les réalités pâlisent), les syndicats américains qui groupent plus de 15 millions de travailleurs dans un état capitaliste permettent le dialogue et laissent intact en chacun de nous, l'espoir d'un mouvement syndical puissant et libre à l'échelle du monde. Même dans leurs luttes intestines, même parfois dans leurs hésitations, nous percevons un écho fraternel et avec eux nous pouvons travailler pour qu'un jour nous sachions aussi quels sont les inquiétudes et les besoins des millions d'hommes qui souffrent et meurent sous la férule de cet esclavage perfectionné qu'est le stalinisme.

En fin de compte, si nous voulons libérer un jour (et ce ne peut être par la guerre ...) les camarades connus ou inconnus des camps de Sibérie ou d'ailleurs, le syndicalisme américain nous aide à garder confiance en nous.

G. WALUSINSKI.

-----

## PRODUCTIVITE ET EDUCATION OUVRIERE

Devant la misère de la classe ouvrière, et nous dirons même devant la misère des classes non possédantes, le Gouvernement par la voix de Monsieur BIDAULT, vient de poser officiellement au pays le problème complexe de la productivité.

Pour nous, syndicalistes de Force Ouvrière, ce problème n'est pas nouveau, c'est pourquoi nous regrettons qu'il soit officialisé et surtout, préconisé comme une solution au problème revendicatif actuel de revalorisation des salaires, et c'est pourquoi nous nous demandons si le problème est posé en slogan ou en fond.

Nous ne voudrions pas faire injure au Gouvernement en le taxant systématiquement d'employer un tel slogan pour essayer de se débarrasser du problème des revendications de salaires, et pourtant, la façon, la période, le sens donné dès le départ à celui-ci, nous incitent à réfléchir sérieusement.

Nous aurions aimé entendre dès le départ certaines précisions, surtout en ce qui concerne la distinction entre le salaire fixe proprement dit et les améliorations que peut apporter aux travailleurs une productivité accrue. Convenons que cette simple question pose en elle-même tout un programme.

En effet, pour les salariés, rendre leurs salaires par trop tributaires de facteurs incontrôlables et dont l'influence leur échappe, tels que rendement, production, productivité, investissements, etc... prend l'aspect de duperie puisqu'ils en sont des victimes éventuelles. Victimes en ce sens que les résultats qu'ils doivent subir se concrétisent par une anarchie des salaires et la menace du chômage aggravé, sans oublier l'accélération des cadences de travail.

Mais si, au contraire, c'est le problème de fond que l'on pose, nous pouvons dire que tous les syndicalistes évolués trouveront que le problème est bien mal envisagé si vraiment on veut rechercher des solutions concrètes.

Nous ne voulons pas ici, ouvrir une polémique sur le fond du problème, mais seulement émettre quelques réflexions et suggestions qui permettent aux militants de préparer l'avenir dès maintenant si nous voulons atteindre des objectifs sérieux et pratiques.



Si vraiment on est décidé à atteindre ces objectifs, il faut en même temps envisager une réforme de structure de la société existante et se tourner résolument vers des conceptions nouvelles.

En effet, les salariés ne peuvent accepter de participer à une telle évolution que dans la mesure où ils sont certains de sauvegarder en même temps : leur droit à la vie, et de contribuer à une évolution économique générale se rapprochant de l'idéal qu'ils poursuivent.

Etant donné le retard de l'industrialisation de notre économie, seul un plan coordonné (certains diront qu'il existe avec le plan Monnet) auquel participerait la classe ouvrière, à des chances d'aboutir à des solutions stables, car dans la mesure où les producteurs directs seront convaincus de ces résultats, ils s'y associeront.

Ces précisions données, et pour rester dans le cadre de notre revue, nous devons dès maintenant examiner l'action que nous devons mener pour préparer nos militants à jouer éventuellement le rôle qui devrait normalement leur incomber. Notre action doit consister à recruter de jeunes militants de plus en plus nombreux, possédant des connaissances suffisamment élargies pour leur permettre de suivre les problèmes économiques et techniques à résoudre.

Si nous ne voulons pas nous laisser déborder, il faut donc prévoir à différents échelons l'organisation de conférences particulières partant de problèmes de base simples pour rejoindre ceux, d'organisation technique, complexes et généraux, comme l'industrialisation d'une activité économique entière.

Ce programme implique que notre mouvement doit, à ces différents échelons procéder à l'organisation rationnelle de l'éducation indispensable. Cela suppose une coordination des efforts qui doivent être menés tant sur le plan général que sur le plan professionnel.

En conséquence, il faut amplifier les programmes d'éducation prévus pour les Comités d'Entreprises et il nous paraît souhaitable d'aller même jusqu'à une section spéciale traitant les sujets de la production et de la productivité. Mais pour obtenir les résultats recherchés, il faudrait que ces conférences soient faites par des spécialistes par industries. De très bons techniciens pourraient remplir ce rôle à condition qu'ils soient aussi de bons militants syndicalistes, car ce serait une erreur de préparer des technocrates en faisant dévier les es-

prits sous le fallacieux prétexte de trop bien connaître techniquement la question.

Sur le plan professionnel, il est indispensable que ceux qui seraient appelés à de telles responsabilités connaissent non seulement leur métier et leur industrie particulière, mais possèdent également des notions générales sur les matières premières qu'utilise leur industrie de base et aussi sur les débouchés d'utilisation. En pratique, cela implique un travail sur le plan local, régional et fédéral.

D'autres questions similaires nécessitant une faible spécialisation dans l'industrie, comme : organisation du travail, humanisation du travail, investissements, éléments de prix de revient, etc... pourraient s'envisager sous forme de schémas généraux.

Afin de ne pas gaspiller des efforts inutilement et d'aboutir aux résultats nettement définis et recherchés, une liaison étroite devrait s'établir entre le Centre d'Education Ouvrière Confédéral et la Commission confédérale de Productivité prévue, chacun devant jouer un rôle particulier pour la réalisation d'un programme aussi étendu et complexe.

Il apparaît indispensable que les idées directrices soient émises par la Commission confédérale délimitant ainsi l'urgence et l'ampleur des problèmes à préparer, le Centre d'Education Ouvrière adaptant la réalisation de ce programme au niveau des militants qui suivent ses cours ou conférences.

Un autre aspect tactique de réalisation devrait être envisagé dès maintenant à travers les discussions et la mise en place de la nouvelle Convention Collective en permettant à nos représentants dans les Comités d'Entreprises, d'obtenir des possibilités de défendre des réalisations pratiques, ce qui serait encore la meilleure école pour les militants.

Nous pensons aussi que du point de vue Paix Sociale et de la Paix tout court, ce serait faire un grand pas en avant qui arrêterait toutes les démagogies qui ne peuvent exister que dans l'ignorance ou la servitude des esprits hypnotisés par des problèmes étroits et sectaires, car nous restons convaincus que la véritable émancipation des travailleurs ne se fera qu'avec une connaissance approfondie des problèmes et une participation effective à leurs solutions.



Ces quelques suggestions et réflexions montrent bien que pour nous, il ne saurait y avoir de problème de la productivité que dans la mesure où celui-ci est posé sur le fond; et surtout dans la mesure où son but sera nettement défini et servira à l'édification d'une société plus équitable. Si nous voulons jouer un rôle prépondérant dans cette évolution il est urgent d'y préparer nos cadres syndicaux.

Paul BOURBONNEUX.

-:-:-:-:-

AUX U.S.A.  
L'HISTOIRE DU SYNDICAT  
DE LA CONFECTION POUR DAMES  
VA FAIRE L'OBJET D'UN FILM

Le Syndicat international de la confection pour dames (International Ladies Garment Workers Union) vient de consacrer un documentaire à l'histoire de son organisation.

"With These Hands" (De ces mains), interprété par des vedettes de Broadway et tourné en août dernier en studio et au siège du syndicat, ainsi que sur l'emplacement de sa colonie de vacances, dure une cinquantaine de minutes et raconte l'évolution de L'International Ladies Garment Workers Union, de 1910 à nos jours "vue par les yeux d'un membre du syndicat qui est sur le point de toucher sa retraite".

Le film, qui semble bien être le premier du genre, sera projeté lors du congrès du syndicat qui aura lieu à Atlantic City le 23 Mai, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'organisation.

-:-:-:-:-

A PROPOS DES CONVENTIONS COLLECTIVES.

EVOLUTION DE L'ESPRIT PATRONAL

La loi du 11 février 1950 sur les Conventions collectives permet, à nouveau, depuis plusieurs années des discussions libres et des accords contractuels entre organisations patronales et organisations ouvrières. La bataille que nous avons par conséquent livrée pour l'augmentation provisoire des salaires en attendant la mise au point des Conventions collectives, comporte un premier enseignement.

Dans ce bref papier, nous voudrions simplement attirer l'attention de nos camarades sur certaines constatations que nous avons faites personnellement.

Les syndicats patronaux qui se sont reconstitués depuis la Libération nous apparaissent dans leur fond, sinon dans leur forme, assez différents par rapport à l'avant-guerre.

Le Conseil National du Patronat Français (C.N.P.F.) a manifesté un état d'esprit qui n'est pas comparable à celui de la Confédération Générale du Patronat Français (C.G.P.F.). Avant la guerre et tout particulièrement dans la période de 1936 à 1939, l'organisation nationale groupant commerçants et industriels n'était pas monolithique et les syndicats de branche ou régionaux et locaux, ainsi que les patrons eux-mêmes conservaient une grande liberté d'initiative et n'acceptaient pas volontiers les directives reçues de l'organisation centrale. Très souvent, avant la guerre, les directives de la C.G.P.F. n'étaient pas suivies par les adhérents, qu'il s'agisse de point de vue favorable ou non à des positions prises par les organisations ouvrières. On raconte même que, lorsqu'en 1936, Léon BLUM voulut obtenir la signature de l'accord national sur les revendications ouvrière, "L'Accord Matignon", il eut beaucoup de peine à trouver des patrons acceptant de signer au nom du patronat français, bien que la Confédération Générale de la Production Française (C.G.P.F.) existât déjà depuis plusieurs années.

Il n'en est plus du tout ainsi à présent. Le C.N.P.F. se présente comme un bloc sans fissure. Fédérations et syndicats patronaux n'essayèrent même pas, dans bien des cas, de faire croire que leur fonction résultait d'une étude de leur profession ou de leur région. A ma connaissance, un seul groupement patronal a déclaré ne pas vouloir tenir compte du C.N.P.F. et proposa en conséquence une augmentation de salaires plus sub-



stantielle. C'est, si je puis dire, l'expérience à contrario.

C'est ainsi que tous ceux d'entre nous qui discutèrent des revendications de salaires dans les dernières semaines, furent frappés plus fortement par la discipline dont fit preuve l'ensemble des syndicats patronaux vis-à-vis des directives du C.N.P.F. Discipline, non seulement, quant aux contre-propositions de salaires, mais aussi quant à la forme que celles-ci revêtaient. Il n'est pas une branche de l'activité industrielle et commerciale, ni même une région en France où les propositions patronales ne tournèrent autour des 5 % d'augmentation de salaires. Certes, il y eut des exceptions mais celles-ci furent suffisamment rares pour que l'esprit de discipline ne fut pas entamé. Ces fameux 5 % étaient présentés sous deux réserves. La première concernait l'application de cette augmentation : les syndicats patronaux n'obligeaient pas leurs adhérents à accorder une augmentation de salaires, mais ils en faisaient seulement la recommandation, sous le prétexte que la situation des entreprises françaises était trop diverse pour une acceptation d'ensemble d'un même taux de hausse des salaires. La deuxième était comme un coup de chapeau à l'incapacité (!) dans laquelle s'était trouvé le patronat français de diminuer ses prix : la hausse des salaires ne devait en aucune manière susciter une hausse des prix.

Enfin, la tactique des discussions fut sensiblement la même partout. Chaque délégation patronale se présentait dans les discussions paritaires avec un mandat impératif, rendant illusoire et totalement inutile nombre de discussions, car, disait-elle, le taux d'augmentation des salaires fixé en réponse aux demandes ouvrières, était un maximum qui ne pouvait être dépassé. A plusieurs reprises, nous avons pu entendre les délégués patronaux faire chorus avec les délégués ouvriers quand ceux-ci expliquaient l'insuffisance de beaucoup trop de salaires. Mais cet accord restait verbal, il se produisait sur un plan bien sentimental puisque les patrons n'en restaient pas moins fermes dans leur refus d'accorder des augmentations plus fortes.

En outre, il convient de remarquer que les délégations patronales ont, en général, fait un départ très net entre le social et l'économique. S'ils acceptaient, soit-disant, de discuter les problèmes des salaires, ils se refusaient implicitement ou explicitement, suivant les cas, à discuter de l'impossibilité économique qu'ils excipaient. Pour eux, la discussion ne pouvait porter que sur l'augmentation des salaires et ne devait absolument pas s'engager sur les considérations économiques. Nous avons senti très nettement que l'on voulait ainsi relever une barrière infranchissable pour les salariés, et derrière laquelle industriels et commerçants se retranchaient pour empêcher toute connaissance réelle de la validité des arguments invoqués quand ils se donnaient la peine de le faire (ce qui fut bien rare).

Ce fait est bien significatif; tous nos camarades doivent y réfléchir. Nous pensions les uns et les autres qu'en 1950, il ne pouvait plus être question de contester la dépendance étroite du social et de l'économique, ou, en d'autres termes des problèmes de rémunération, des conditions de travail d'une part et des problèmes de gestion, des prix de revient, d'autre part. La reprise de cette vieille attitude par le patronat français ne marque peut-être pas absolument parlant, un retour en arrière, mais signifie très certainement qu'il se cramponne à ce qu'il appelle l'autorité patronale. Qu'y a-t-il exactement sous cette expression? Il sera intéressant un jour prochain d'y consacrer une petite étude. Il nous semble pour l'instant, que ces deux mots cachent, tout simplement, la libre volonté d'agir sur le contrôle des salariés dont dépend quand même la prospérité de l'entreprise. D'un côté, on décide de maintenir "intacte" l'autorité du chef d'entreprise, de l'autre on fait appel à sa collaboration, à son sens communautaire, collaboration à sens unique. Curieuse conception d'une prétendue communauté.

Muni donc de mandat impératif et de volonté formelle de ne pas discuter des problèmes économiques, le patronat français, par contre, s'est déclaré et se déclare toujours prêt, semble-t-il, à toutes les entrevues, à toutes les réunions. Mais cette amabilité reste bien superficielle. Elle recouvre, en effet, une parfaite rigidité et finalement ne peut conduire qu'à une impasse qui, elle-même, ne peut s'ouvrir que par une épreuve de force.

Voici donc quelques réflexions que nous ont amenés à faire les nouveaux contacts libres avec les organisations patronales. Nous ne savons évidemment pas ce que nous réservent les discussions autour des Conventions collectives, mais si les syndicats patronaux maintiennent leur première attitude, il faut bien avouer que la conclusion de ces accords s'avèrera extrêmement difficile d'autant plus que l'équilibre des forces ne paraît pas présentement, et pour quelque temps peut-être, en faveur des syndicats ouvriers.

G. THOREL.

---:---:---:---



"LE SALUT EST EN NOUS ET DANS L'AMOUR DE LA VIE"

Somme toute, la théorie déterministe est loin d'être assez solide pour déconcerter ceux qui croient à la puissance de la volonté, et qui surtout savent la manifester; d'autre part, elle ne peut avoir d'intérêt que pour le conservateur de l'oppression sociale et pour le spéculatif : pour celui-ci parce qu'elle est une passagère satisfaction donnée à sa curiosité du mystère humain, ce qui n'est pas absolument utile à la culture et à la répartition des céréales; pour celui là parce qu'il faut connaître les exigences de plus en plus libertaires de l'humanité et savoir en quelle mesure il y pourra céder sans compromettre un équilibre politique et social rassurant. Quant aux autres, à ceux qui nient le droit collectif de justice et qui, pour le reste, croyant l'homme à peu près "compos sui", maître de soi, pensent que l'élargissement de la vie supprimera l'intérêt qu'il a actuellement à faire le mal, peut-il y avoir pour eux d'autre question que celle de la révolution économique et de l'éducation de la volonté? Sans doute, l'atténuation de la responsabilité est présentement indéniable; mais de quoi résulte-t-elle? Est-ce de l'impuissance de la volonté? Je crois que non; Je vais plus loin : j'estime que les actes réputés criminels sont de la volonté les meilleurs témoignages, car ils impliquent, à mon sens et sauf quelques exceptions physiologiques, égoïsme et révolte, c'est-à-dire conscience et volonté. L'idée d'appropriation est à la source de tout crime; elle est dans l'esprit de l'homme qui se venge ou qui convoite, comme elle est dans l'esprit du révolutionnaire; ce qui diffère, c'est le but de l'appropriation, inspiré par une culture différente : l'un veut pour lui, l'autre pour tous. Ce n'est donc pas la liberté qui manque à la volonté, c'est, pour l'ignorant la conscience de ses intérêts, pour le criminel la notion de l'utile, pour le révolté l'impossibilité d'agir, étant seul.

Ainsi, tout le problème repose sur la question sociale elle-même. L'homme est dans le milieu comme le prisonnier dans sa cellule, la volonté libre, les bras seuls impuissants, la volonté réalisant parfois d'extraordinaires évasions et de surhumaines révolutions. Loin donc de nier la volonté, exaltons-en les ressources, cultivons-la et l'aiguillons sur la voie de la libre jouissance pour tous. Le salut est en nous et dans l'amour de la vie.

Fernand PELLOUTIER

"L'ouvrier des Deux Mondes"  
(1er Juillet 1898)

-----

L'INTERNATIONALE

DES ASSOCIATIONS D'EDUCATION OUVRIERE

Douloureux encore des blessures que lui avaient valu la guerre, étouffant sous la surnoise pierre tombale que dressaient sur lui les consignes hostiles de nos "camarades" communistes de la C.G.T., le Centre Confédéral d'Education Ouvrière vit un jour s'ouvrir une fenêtre sur le monde. La Workers' Educational Association, soucieuse des responsabilités qui incombent à une organisation solidement assise, fière d'avoir pu, malgré la guerre, accroître la portée de ses efforts et étendre son influence, nous invitait à "faire connaissance".

Peu de temps après - en octobre 1947 - nous recevions également une invitation à participer aux travaux de la Fédération Internationale des Associations d'éducation ouvrière. A notre surprise, nous découvrons d'ailleurs que la réunion constitutive avait eu lieu deux ans plus tôt.

Les nations occidentales étaient représentées par la Grande Bretagne, le Danemark, la Suède, la Norvège, la Finlande, la Hollande, le Luxembourg, la Suisse. (La Belgique s'était excusée à la dernière minute).

La Tchécoslovaquie, la Pologne, l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et les Etats-Unis avaient délégué des observateurs.

L'U.R.S.S. répondant par une lettre à l'invitation qui lui avait été faite, refusait sa participation, car, expliquait le camarade Clunina, Président du Comité Central Syndical du 1er et du 2ème degré "Dans l'Union Soviétique, le besoin ne s'est pas manifesté jusqu'ici d'un organisme qui coordonne l'éducation ouvrière. Les buts autrefois poursuivis par ce qu'on appelait le "Glavprofobr" ont été atteints et l'organisation dissoute.

"Une éducation générale et obligatoire de sept ans est maintenant assurée à tous les citoyens de l'Union Soviétique. Tous les citoyens, y compris les ouvriers sont libres de poursuivre leurs études dans tous les établissements d'enseignement qui suivent ce stade".

Depuis la date de cette conférence, des contacts ont été établis avec l'Irlande et l'Italie. Par contre, les pays dits de démocratie populaire ont vu retomber sur eux le silence des rideaux de fer.



Le bureau élu en 1947 avait reçu pour mission d'élargir le rayon de son activité et d'apporter le soutien de la Fédération aux associations d'éducation ouvrière encore chancelantes des coups du nazisme et de la guerre, ou en voie de formation, de coopérer au travail de l'UNESCO, d'établir également la liaison avec la F.S.M., alors le seul organe représentant le mouvement ouvrier international. Toutefois, la situation s'annonçait assez délicate pour qu'une recommandation de prudence dans les pourparlers aboutit à suspendre les contacts engagés.

La prochaine conférence en Mai, portera vraisemblablement à son programme cette importante question du travail en commun avec une Confédération Internationale Ouvrière, et proposera aux associations membres de remplacer la F.S.M. par la C.I.S.L.

Pour nous, il nous semble que la Fédération Internationale des Associations d'Education Ouvrière ne devra pas se contenter de rapports de courtoisie avec la nouvelle confédération, mais qu'elle devra prendre aussi à la création et à la vie d'un secrétariat professionnel de l'enseignement, une part active. Car nous croyons qu'aucune éducation n'est achevée quand on quitte les bancs de l'école (si tard que cela puisse être). L'éducation des adultes, et, plus particulièrement pour nous, des travailleurs, doit être une préoccupation des membres de la fonction enseignante au même titre que les autres enseignements. En même temps, il nous paraît évident que l'éducation des enfants et des hommes à tous les degrés intéresse les travailleurs du monde entier au premier chef, puisque de ce qu'ils auront appris, intellectuellement et moralement, dépendra l'accomplissement de leur fonction sociale. De plus en plus les travailleurs prennent conscience dans leurs pays respectifs, de cette responsabilité qu'il leur faut assumer. Il ne serait que logique de transférer sur un plan plus vaste cette prise de possession nationale du domaine culturel.

Les mêmes difficultés que sur le plan syndical ne se présentent pas dans les rapports avec l'UNESCO, des relations cordiales ont pu être nouées à différentes reprises avec quelques-uns des services de cette officielle maison de la culture. Les liens les plus serrés sont certainement ceux qui s'établissent avec le département de l'éducation des adultes. A la suite de la Conférence d'Elseneur dont nous avons eu l'occasion de parler, et où s'étaient réunis des délégués officiellement envoyés par les gouvernements, un comité permanent a été désigné dont fait partie le président de notre Fédération internationale. Ce comité, à son tour, a proposé la réunion d'une commission pour l'échange des adultes, et dont le but est de rechercher et d'obtenir pour les travailleurs des possibilités de voyages d'études, de séjours d'une durée plus ou moins longue dans les

différents pays du monde, chose trop coûteuse pour qu'on ait pu l'envisager, autrement que dans des cas très individuels, jusqu'à ce jour.

L'UNESCO nous aidera-t-elle à tenir les réunions internationales et les semaines d'études nécessaires pour comparer les méthodes d'éducation ouvrière et en discuter? On peut craindre que ce lourd organisme international fort dispendieux ne comprenne assez mal notre état d'esprit et nos besoins. Comptons cependant que l'actif secrétaire général de notre Fédération Internationale et les quelques représentants ouvriers à l'UNESCO s'y emploient. Mais nous continuons, en attendant, entre associations membres, et malgré les difficultés que nous pouvons rencontrer, à organiser des rencontres aussi fréquentes que possible entre nos élèves et nos adhérents - Anglais, Scandinaves, Belges, principalement, d'autres aussi - et nous conservons l'espoir de multiplier encore à l'avenir ces fructueuses possibilités d'études en commun.

Un des projets de notre Fédération Internationale est la publication d'un bulletin d'informations. Le travail très lourd des secrétaires de nos associations d'éducation ouvrière rendra sans doute difficile une périodicité régulière. Cependant une première publication a été mise au point par le Secrétaire général sous forme d'un annuaire où toutes les informations utiles concernant les différentes associations ont été fournies par elles-mêmes. C'est un document de début et un instrument de travail important, puisqu'on peut s'y référer, sur la foi des organisations pour apprécier leurs effets et leurs activités, et que les buts poursuivis par les Associations d'Education Ouvrière s'ils sont brièvement exprimés, n'en montrent pas moins avec une évidence éclatante les efforts désespérés de la classe travailleuse pour résister à l'asphyxiante conception du travail moderne.

Notons au hasard que le Transvaal cherche à aider au développement d'un système national d'éducation qui assurera à tous : enfants, adolescents et adultes, cette éducation qui est essentielle à leur complet développement comme individus et comme citoyens.

La Finlande veut éveiller chez les travailleurs le désir de l'éducation et de la culture, et s'efforce de répondre à leurs besoins intellectuels.

La Suède cherche à faire des travailleurs des citoyens utiles, et à les faire vivre d'une vie plus riche et plus pleine ...



Et concluons que l'aspiration à la culture est internationale, comme aussi le besoin ressenti par la classe ouvrière de jouer un rôle actif dans la gestion des pays après avoir été si longtemps le passif instrument des hommes politiques.

N'insistons pas sur les difficultés, financières principalement, que presque toutes les associations rencontrent. Nous nous y débattons comme chacun sait, pour notre part. Mais ce ne peut être la Fédération Internationale qui les résoudra. Ce que nous voudrions lui voir prendre en mains, c'est l'organisation d'Ecoles d'Eté internationales où l'on puisse étudier les problèmes de l'Education ouvrière, depuis la propagande jusqu'aux matières enseignées et aux méthodes d'enseignement. Des conférences, des débats et des démonstrations aideraient à dégager avec les modifications qu'imposeraient la personnalité des mouvements dans chaque pays, et grâce aux comparaisons que l'on pourrait ainsi faire, une idée commune des buts et des moyens. Nous y trouverions, sans doute, une économie d'erreurs et de temps.

Denyse WURMSER.

-----

## UNE BELLE EXPERIENCE

### D'EDUCATION NOUVELLE

#### Education nouvelle ?

On parle aujourd'hui beaucoup d'éducation nouvelle. A vrai dire l'école officielle a introduit dans son enseignement des techniques nouvelles, des activités nouvelles qui s'adaptent plus ou moins heureusement à un système déjà vieux. Faut-il le rajeunir? C'est ce que pensent certains "réformateurs". Idée louable, certes, mais forcément limitée dans ses effets, car l'école officielle, qu'on le veuille ou non, restera toujours dogmatique et enseignera toujours le respect des valeurs bourgeoises, ou de la classe au pouvoir, quelle que soit cette classe.

C'est la pensée qu'exprimait fortement Léon Clement dans la "Vie ouvrière" du 20 Octobre 1909.

C'est la pensée qu'exprimait sur un plan plus vaste Albert Thierry dans ses "Réflexions sur l'Education", publiée dans cette même V.O. à ses débuts où il posait le principe - homme fidèle à sa classe - d'une éducation primaire et secondaire ouvrières, dont il définissait déjà en termes saisissants l'esprit nouveau :

"Introduire à temps, écrivait-il, la production dans cette éducation, afin de la rendre vraie comme la vie. Substituer le travail manuel au travail intellectuel, la sensation à l'abstraction, la promenade et la causerie à la lecture, l'atelier à la classe; bref, rapprocher, réunir l'existence économique des hommes et l'existence scolaire des enfants".

Pensée corroborée par Alain dans cette brève réflexion ;

"Il n'y a pas de progrès pour nul écolier au monde ni en ce qu'il entend, ni en ce qu'il voit, mais en ce qu'il fait."

C'est l'école du travail que préconisent A. Thierry et Alain, celle qui fait appel aux facultés créatrices de l'enfant et à son besoin d'agir - facultés et besoin que l'école officielle, de par la nécessité de ses programmes arbitrairement établis, les exigences de ses examens, ne peut mettre



en jeu que bien parcimonieusement.

Cependant quelques maîtres hardis et entreprenants ont osé une expérience audacieuse dans le cadre même, parfois, de l'enseignement officiel, malgré toutes sortes d'obstacles, d'embûches et beaucoup d'incompréhension.

Au nombre de ceux-ci - ouvrant la voie - nous sommes heureux et fiers de désigner aujourd'hui notre camarade Yvonne HAGNAUER. Ancienne militante syndicaliste, directrice de l'école de Sèvres où il lui fut donné d'organiser sur des enfants pour la plupart déshérités son expérience, Yvonne HAGNAUER a remarquablement exposé devant un auditoire intéressé d'ouvriers et d'instituteurs les innombrables aspects d'une action vécue, riche de savoir, d'intelligence et d'amour.

Nous donnons ci-dessous un compte-rendu - trop bref - de la conférence qui eut lieu à l'appel du Cercle d'Etudes syndicalistes, le 22 Janvier, à l'Hôtel de Ville de St Etienne.

Qu'Yvonne HAGNAUER veuille bien trouver ici l'expression de nos remerciements et de notre reconnaissance.

Pour le C.E.S. de St Etienne

N. ROUAYS.

---:---

L'école d'Y. HAGNAUER est un internat de 150 filles et garçons de 3 à 16 ans issus pour la plupart de familles disloquées par la guerre : l'un est né dans un camp de concentration, un autre a vu 300 de ses camarades jetés sous ses yeux dans le Danube, un autre a vu les fours crématoires. De petits êtres apeurés, sauvages, à qui il fallait bien autre chose qu'une classe dite traditionnelle. C'est l'amour pour ces désadaptés, le désir de les libérer de leurs cauchemars, de les intégrer peu à peu à la vie sociale normale qu'ils ignoraient, qui ont guidé Y. HAGNAUER et ses collègues vers les formes de l'éducation nouvelle.

Après nous avoir mis en garde contre la forme de certaines expériences d'éducation nouvelle (tentées en Allemagne dès après 1919, sous la république de Weimar) qui, laissant à l'enfant la totale organisation de l'école et mettant l'éducateur sur le même plan que l'enfant, se sont avérées sans

aucun résultat, Y. HAGNAUER nous a parlé très simplement de la vie de sa "Maison d'enfants". Ce qui frappait c'était l'honnêteté de cette expérience et de sa relation.

Les classes sont de vingt (il est impossible de faire de l'éducation nouvelle avec plus de vingt élèves) et les maîtresses travaillent en constante collaboration puisque deux classes fonctionnent dans la même salle : par exemple, les enfants de 3 à 5 ans confiés à une maîtresse travaillent dans la même salle que les 5 à 7 ans confiés à une autre maîtresse.

Dès le cours préparatoire, c'est le travail individuel et le texte libre. Chaque enfant possède sa fiche sur laquelle il indique chaque jour par une croix qu'un exercice a été fait dans telle ou telle discipline. Chacun apprend à lire à sa "propre vitesse" et plusieurs mettent deux années pour acquérir la lecture courante. Ce qui importe, ce n'est pas la rapidité du résultat, mais le fait que l'enfant lise et écrive parce qu'il a envie de le faire et non parce que lire et écrire lui sont imposés. Et la maîtresse doit suivre individuellement chaque enfant et varier individuellement les exercices.

Le centre d'intérêt, commun à toute l'école, s'échelonne sur une longue période de l'année scolaire, parfois sur l'année entière. L'an dernier c'était : le jardin et le seul partage du jardin en parcelles attribuées à chaque classe, voire à chaque élève, a donné lieu à des recherches qui ont absorbé longtemps élèves et maîtresses.

Plusieurs ateliers de travail manuel fonctionnent : tissage, poterie, céramique, couture, etc... L'enfant choisit au début de l'année scolaire l'atelier qu'il préfère et y travaille pendant l'année entière à moins qu'il ne soit d'une maladresse particulière pour le travail choisi. Nous avons vu les objets réalisés par les enfants : écharpes, travaux de couture, de poterie, tous très divers par les tons et la forme, vraiment marqués par la personnalité de l'exécutant.

Le jeu dramatique, en particulier sous la forme d'un théâtre de marionnettes, occupe une place importante, car il permet à l'enfant de s'exprimer librement et d'autant plus aisément pour le timide qu'il n'est pas en contact direct avec le public. Les pièces sont choisies dans le cadre des programmes officiels (car ces enfants se présentent au C.E.P. - l'an dernier 11 candidats, 11 reçus - et aux examens d'entrée dans les collèges, lycées et écoles professionnelles). Le



"Roman de la Rose", avec ses personnages très nombreux, a permis de faire participer au montage de la pièce un très grand nombre d'enfants. Chacun choisit son personnage et l'un d'eux avait un attrait particulier pour les personnages antipathiques : l'envie, la haine, la colère, rôles qui lui permettaient sans doute de se libérer.

Le dessin libre permet aussi de connaître les complexes de l'enfant replié sur lui-même. Un autre dessinait presque toujours des vipères et des animaux fantastiques dans les tons de noir. La maîtresse, inquiète, a surveillé l'enfant et peu de jours après un diagnostic médical révélait l'existence de complexes.

Chaque classe possède un conseil qui gère : tenue matérielle, coopérative, discipline et règle les conflits parfois plus sévèrement que n'auraient fait les maîtresses elles-mêmes.

Ceux qui ont quitté l'école reviennent avec joie dans cette maison où ils retrouvent confiance et affectueuse compréhension, où ils peuvent s'exprimer librement. C'est dans dix ou quinze ans, lorsque ces "réadaptés" auront réussi à constituer des foyers stables que l'on pourra vraiment tirer tous les enseignements de l'oeuvre d'éducation et d'amour entreprise par Y. HAGNAUER et ses collègues.

Jacqueline TALON.

P.S.- Les camarades désireux de visiter la "Maison d'enfants" 14, rue Croix-Bosset (Sèvres), y seront reçus avec plaisir.

-:-:-:-:-

## CHRONIQUE DE L'EDUCATION OUVRIERE

### FORMER DES MILITANTS

### DISCUTER EN CAMARADES

Une des tâches les plus urgentes du syndicalisme, nul ne le contestera, consiste à former des militants.

Trop longtemps certains d'entre eux se sont assoupis en laissant peser les responsabilités sur quelques-uns.

Il était assez courant jadis de compter sur X ou sur Y pour assumer les tâches les plus variées et pour préférer une partie de pêche ou de belote au travail syndical.

On se désintéressait même des réunions parce que l'on savait que d'avance les jeux étaient faits, que la liberté d'expression n'existait presque plus et que les votes à mains levées où l'unanimité était de rigueur ne permettaient plus guère de faire prévaloir une opinion.

Vint la scission qui obligea les uns et les autres à prendre des responsabilités auxquelles nombre de camarades n'avaient jamais songé. Il fallut construire ou reconstruire : syndicats, unions locales, unions départementales, Fédérations et Confédération.

Ce ne fut pas une petite affaire et cependant, en quelques mois, tous les organismes étaient mis en place par des militants dont le dévouement et le courage sont au-dessus de tout éloge.

Les jeunes, les moins jeunes et les autres, unis par une même foi dans les destinées du syndicalisme, libre de toute emprise politique, se sont trouvés d'un seul coup en proie à mille difficultés qu'il a bien fallu, vaille que vaille, surmonter.

Mais la tâche n'est pas finie.



Si la libération des salaires nécessite plus que jamais que chaque syndiqué soit un syndicaliste, elle exige par-dessus tout que les militants soient très nombreux et très avertis.

Il leur faut être instruits de tout ce qui touche aux questions sociales comme aux questions économiques.

Aujourd'hui, les discussions sur les accords de salaires et le retour aux conventions collectives requièrent des militants une maturité d'esprit, une connaissance des textes et des événements qui s'acquièrent à la fois par l'étude et par la pratique.

Ces deux conditions sont inséparables. Les théories les plus savantes ne servent au nageur que s'il se jette à l'eau. Les militants aussi doivent se jeter à l'eau, mais ils se noieront s'ils n'ont pas appris les règles essentielles de la natation.

Ainsi va le syndicalisme.

Le Centre d'Education Ouvrière, les collèges départementaux du travail, les mensuelles décades d'études, les semaines internationales d'été, les brochures éducatives, tout cela est mis à la disposition de nos camarades pour les aider à assumer leurs responsabilités dans les meilleures conditions possibles.

Mettre en garde les adhérents contre les trompes l'oeil, qui servent à masquer les menées politiques partisans, savoir où commence la manoeuvre pour savoir la déjouer, connaître le plus à fond possible les problèmes intéressant les travailleurs afin de se faire soi-même une opinion, permettre aux militants d'acquérir ou d'accentuer leur autorité, autant de buts que s'est assignée la C.G.T.-F.O. en développant le plus possible la formation des militants.

Mais il y a aussi, dans le domaine de "l'éducation ouvrière" le comportement individuel qui résulte de la maîtrise de soi-même et d'un certain nombre de qualités, de vertus même que les militants syndicalistes ne peuvent, sans porter préjudice à la cause qu'ils défendent, se dispenser de cultiver.

C'est ainsi qu'il apparaît qu'entre le fétichisme, l'idolâtrie, voire seulement l'excès d'affection envers un individu et l'esprit de dénigrement systématique, il y a une juste mesure à observer.

L'attrait le plus certain des assises ou des écrits syndicaux est la liberté d'expression que la C.G.T.-F.O. respecte intégralement.

Mais cette liberté peut-elle être exercée au point de porter préjudice à l'organisation dont on se fait par ailleurs le défenseur?

Peut-on soutenir au nom de la liberté que des militants dignes de ce nom ont le droit de dénigrer d'autres militants ou leur propre organisation, non sur des faits précis ou sur leur incapacité, ce qui serait très naturel, mais bien uniquement parce qu'ils se croient automatiquement plus intelligents que les autres.

Notre Confédération est une grande famille où la camaraderie et la solidarité doivent jouer à plein.

Les Congrès sont habilités pour éjecter ceux qui sont insuffisants ou qui déméritent pour une cause ou pour une autre. Il est anormal cependant d'entendre juger de façon légère mais définitive de l'intelligence comparée de camarades entre eux ou encore des mérites respectifs des militants selon la ville qu'ils habitent.

Il n'y a pas de surhommes, pas plus que de crétins chez nous.

Rappeler ces vérités premières n'est pas inutile, car tenter d'établir entre les humains, en des temps aussi barbares que ceux-ci, la confiance et l'estime, c'est aussi oeuvrer pour l'éducation ouvrière.

Rose ETIENNE.

-:-:-:-:-



REFLEXIONS SUR UN "WEEK-END D'ETUDES"

"Instituer les recherches les plus ouvertes, les discussions les plus libres entre syndicalistes de l'industrie, du commerce et de la fonction publique sur tous les problèmes de l'éducation et de l'action ouvrière" est l'ambition des animateurs du centre d'éducation ouvrière. Qui ne voudra les aider à réaliser cette ambition ?

Mais l'échange des idées, comme celui des marchandises, ne s'établit pas par la simple prise de conscience de sa nécessité. Pour que le paysan de Cavaillon entre en possession du moteur fabriqué à Billancourt et pour que l'ouvrier de ce dernier centre trouve sur sa table le melon du paysan, doivent intervenir ces moyens d'échange que sont le camion, le marché, la monnaie ... La division du travail engendre ces conséquences.

La division du travail n'a pas pour seuls assujettis et bénéficiaires les producteurs de biens matériels - Elle étend ses bienfaits à l'élaboration et à l'exploitation des connaissances humaines - Et pendant que Delamarre consacre son temps et applique ses facultés à la découverte des relations qui lient la production, les niveaux de vie, la hiérarchie des salaires ... d'autres sont engagés dans la recherche des moyens tactiques propres à assurer le passage d'une situation donnée à une situation conçue comme meilleure - D'autres encore ... mais l'énumération est inutile.

Créés pour jouer entre militants le rôle tenu par le camion et la monnaie entre le paysan et l'ouvrier, les Cahiers Pelloutier répondaient à un impératif et une urgence - ils ne pouvaient suffire - et les mêmes qui avaient réussi à doter les militants d'un premier instrument d'échanges intellectuels se sont préoccupés de leur offrir des moyens complémentaires - la découverte à Bièvres, aux portes mêmes de Paris, d'une maison aussi accueillante que parfaitement agencée - dont quelque poète, j'espère, voudra bien chanter les louanges sur le mode lyrique - a permis d'ajouter aux Cahiers Pelloutier le complément idéal : "Le week-end d'études".

°  
° °

Le week-end d'études des 25 et 26 Mars, est le premier auquel j'ai pu prendre part. Il a suffi à faire de moi un enthousiaste de la méthode.

Je l'avoue d'autant plus volontiers que je suis davantage

enclin aux réserves du vieil homme que porté aux emballlements du jeune âge. Et j'ajoute que je ne me propose pas de décerner un satisfécit aimable aux organisateurs pour les payer de leurs efforts. Les observations critiques qui vont suivre établiront d'ailleurs nettement l'absence de tout souci d'amabilité à la base de l'enthousiasme que je publie.

°  
° °

Les organisateurs du week-end avaient choisi de faire porter le débat sur les deux sujets suivants :

- a) Salaires et niveau de vie
- b) Hiérarchie des salaires.

Autant dire que les participants n'étaient pas conviés à une discussion académique où le choix des mots l'emporte et constitue même la préoccupation unique - aussi bien la discussion fut-elle passionnée - sans excès - et son intérêt constant.

Il est, cependant, permis de se demander si ce n'était pas "vouloir trop embrasser". J'incline à croire qu'un seul des deux sujets eut largement suffi à remplir le temps à notre disposition. Non que je veuille établir une quelconque artificielle frontière entre des problèmes connexes qui ne sauraient trouver de solution valable si elle n'est globale. Mais depuis Descartes chacun sait que la condition de l'efficacité dans la recherche intellectuelle réside "dans la division des difficultés en autant de parcelles qu'il est possible" de manière à pouvoir consacrer à l'examen de chacune tout le temps nécessaire. En manquant à la règle cartésienne, nous avons introduit la hâte dans l'étude de questions vastes et complexes. Nous nous sommes, de ce fait, levés de table sans avoir apaisé notre faim entière.

Les inconvénients attachés aux dimensions excessives des problèmes débattus sont apparus d'autant plus nettement que la discussion a pris, bientôt, la tournure d'une conversation à "bâtons rompus". Comme il arrive toujours dans ces cas-là, nous avons avancé à l'aventure, au gré des associations d'idées qui, à défaut de fil conducteur clairement perceptible, se font librement et introduisent brusquement l'agriculture au plein d'un échange sur les primes d'ancienneté. Le résultat c'est que nous avons davantage fait l'inventaire des questions posées que nous n'avons opéré les classifications et clarifications souhaitables.

Il convient ici de reconnaître que le désordre (relatif) des débats n'a nullement eu pour cause une "impuissance de



tendance" des militants Force Ouvrière à analyser les problèmes de leur ressort ou à s'imposer la discipline nécessaire. Il est imputable à la nécessité où s'est trouvé Delamarre (initialement chargé à la fois d'introduire et diriger la discussion) de partir dès le samedi soir. Privés du "meneur de jeu" le plus qualifié par sa spécialisation et son autorité, les militants dont aucun ne s'était préparé à prendre la succession laissée par Delamarre ont permis volontiers à leur esprit de gambader. D'autant plus volontiers, j'en dois faire l'aveu, que quelques-uns étions, sans le dire, enchantés que le départ du "confédéral" nous fournisse une excuse commode de céder à la flemardise que l'ensoleillé premier dimanche du printemps ne pouvait manquer de faire naître.

°  
° °

Les bonnes raisons que je viens de donner expliquent mais ne suppriment pas le fait que les "journées de Bièvres" ont été d'un "rendement" sinon faible du moins inférieur à l'attente et aux possibilités. Cela sans doute a échappé moins encore aux organisateurs qu'aux autres et j'ai toute confiance qu'ils prendront les dispositions propres à éliminer pour l'avenir les inconvénients d'une éventuelle absence du meneur de jeu prévu ou des tentations d'un dimanche amollissant. Ce sont là problèmes d'organisation et il appartient aux organisateurs de leur trouver les solutions adéquates; à en croire, du moins, le proverbe qui définit les conditions auxquelles "les vaches seront bien gardées".

Mais le succès des week-end ne dépend pas seulement des organisateurs. Il est lié au nombre des militants qui assez modestes - et assez assurés d'eux-mêmes - pour avouer les lacunes de leur formation syndicale, placeront au premier rang de leurs préoccupations la volonté d'étendre et de clarifier leurs connaissances.

Ce langage dira-t-on est brutal comme est dénuée de fondement l'accusation indirecte qu'il porte contre une bonne partie de "cadres syndicaux". Et l'on invoquera pour justifier le nombre réduit des participants aux week-ends de très valables arguments : la multiplicité et l'ampleur des tâches qui accablent le militant, les nécessités de la vie familiale, etc... Convenons qu'il est difficile aux responsables d'une fédération, d'une union locale, d'un syndicat, de se rendre libres tous les dimanches ou, s'ils sont libres, d'accorder tous les dimanches à l'organisation. Mais quoi ! Il est dans la région parisienne plusieurs dizaines de "permanents", il est dans la même région des centaines de secrétaires de syndicat; qui voudra croire que quelques dizaines d'entre eux ne puissent 2 ou 3 fois l'an participer à une "Journée d'études" même si elle est double?

Dirai-je, pour terminer, que notre Bureau Confédéral lui-même pourrait sans doute intervenir efficacement pour assurer le succès des week-ends ? Il dispose d'un organe central qui peut beaucoup. Pourvu qu'il accorde de temps en temps les honneurs de la "Une" aux problèmes d'éducation ouvrière, pourvu qu'il mette successivement et tant que de besoin l'autorité des secrétaires confédéraux au service de l'éducation ouvrière.

FELCE

R.A.T.P.

-:-:-:-:-

APRES LE 49ème ANNIVERSAIRE  
DE LA MORT DE PELLOUTIER

FERNAND PELLOUTIER ! Combien de syndicalistes ignorent ce nom. Peu, bien peu, connaissent ses écrits, son action, ses réalisations, sa vie qui fut hélas ! bien courte.

Affirmer qu'il fut le précurseur de la Grève Générale, de la Charte d'Amiens, du véritable syndicalisme, méconnu et bafoué par la matrone politique, ne dira pas grand chose à la multitude, seuls approuveront les initiés, les convaincus, qui contre vents et marées, s'efforcent de tenir ce flambeau haut et ferme.

Chez les fonctionnaires en particulier, Fernand PELLOUTIER, "ils n'en ont jamais mangé". Les "salades politiques" et les "feintes" plus ou moins savantes, pour ne pas faire grève, suffisent à beaucoup d'entre eux.

Nous n'étions pas assez nombreux, à mon gré, à cet anniversaire. Osons espérer qu'au 50ème, il sera rendu à PELLOUTIER l'hommage qui lui est dû. C'est encore nous qui lui serons redevables.

Il fut l'organisateur des "Bourses du Travail". Daniel HALEVY dans ses "Essais sur le mouvement ouvrier en France" (pages 85 et 86) en trace l'esquisse suivante : "La Bourse du travail est utile, première garantie. Ensuite, elle est aimée, et c'est l'autre garantie qui achève de dissiper l'impression fâcheuse du premier examen". "Les Bourses ont grisé les ouvriers", disait avec dépit un homme qui ne les aimait pas, le Révolutionnaire Jules GUESDE. En effet : elles sont entourées



d'une affection, d'un dévouement véritables et mérités. Dans presque toutes nos villes de France, elles furent l'étroit local où naquit cette grande chose, la conscience ouvrière. Des hommes du peuple y ont rencontré des hommes du peuple, dans une salle qui leur appartenait, dans une institution voulue et dirigée par eux-mêmes. Ils étaient venus causer salaire et travail; mais réunis, ils ont parlé de toutes choses, de la justice, de l'humanité, de la science et la Bourse est devenue plus qu'une Bourse, une Maison, le doux foyer d'une classe réduite jusqu'alors à la vie la plus dispersée et la plus misérable. Ils ont acheté des livres et possèdent un rudiment de bibliothèque, ils ont organisé des réunions, des fêtes où les camarades sont venus avec leurs femmes et leurs enfants, et ils ont ressenti une joie nouvelle bien différente de celle qu'on éprouve au Café-concert, où des filles dévêtues chantent des refrains obscènes au théâtre, où des duchesses parquent sur la scène : la joie forte et fière de s'amuser entre égaux, et d'avoir, malgré la pauvreté commune, sa part de joie ici-bas".

Bourse du Travail, j'étais alors bien jeune, lorsque retentit ce mot à mes oreilles, pour la première fois. Limoges 17 avril 1905, la Bourse était en état de siège et cette nuit de printemps, un des siens qui demandait du pain, eut du plomb. Il avait vingt ans. Plus tard, beaucoup plus tard, après la saignée de 1914-18, je devins militant et certaine "lettre aux anarchistes de Pelloutier"; insérée dans un journal du 1er Mai, me révéla l'importance, la force et la justesse de ses conceptions.

Je m'efforçai alors de connaître l'oeuvre de Pelloutier; son livre des bourses du travail fût et reste mon livre de chevet.

Je suis débarrassé depuis ma prime jeunesse de l'Idolâtrie, je considère toutes les Idoles à abattre comme des marionnettes de frairies. Cependant, me promenant au hasard du chemin, aux environs du domaine Renault devenu Régie Nationale, aussi impitoyable à ses serfs, à ses vilains, devenus ouvriers, que le seigneur de Billancourt, c'est avec plaisir que mes yeux se portent sur les plaques des rues mentionnant les noms de F. Pelloutier, V. Griffuelhes, E. Pouget, D. Delesalle, ces trois derniers qui furent ses dignes continuateurs.

Libérer l'ouvrier du souci démoralisant du pain, du lendemain, fut un des nombreux objectifs de Pelloutier. Comment parvenir à intéresser l'individu à son sort, lorsqu'il sort accablé de fatigue de l'usine? Et comment lutter sinon grâce à l'organisation syndicale? Comme tout se lie et s'enchaîne, il enseigna aux syndiqués la culture de soi-même, qui ne cesse

jamais et qui hante encore le militant devenu vieux. Avoir un esprit curieux, n'est-ce pas posséder le moteur de la culture individuelle?

Dans certaines villes se développèrent les Universités Populaires : U.P. où venait s'affronter la pensée humaine de tous les horizons sociaux. Les bibliothèques au sein des syndicats firent leur apparition. L'on s'éduqua techniquement.

L'oeuvre de Fernand Pelloutier fut, à l'occasion de ce 49ème anniversaire, successivement évoquée par Chonion, secrétaire de l'Union des syndicats de la Région Parisienne, par G. Vidalenc qui précisa en historien et en syndicaliste, la personnalité de Pelloutier et la portée de son influence, puis par Walusinski qui rappela la publication de "L'ouvrier des deux mondes", la belle revue ouvrière que Pelloutier fit paraître de 1897 à 1899. La belle figure de G. Yvetot "le bouledogne" et l'animateur du "ton du soldat" fut également évoquée. Des militants comme Monatte de la "Révolution Proletarienne", Roger Hagnauer, Verdier, le militant des grèves de cheminots de 1920, d'autres encore intervinrent pour le profit de tous.

Inspirons-nous toujours de Fernand Pelloutier, décédé à 34 ans, de tuberculose. Malgré ses innombrables souffrances, il aima passionnément la vie. Luttons, oeuvrons plus que jamais pour le droit à la vie de l'être humain, qui nous amènera peut-être à plus de bien-être et de liberté, mais certainement, à la satisfaction de nous-mêmes, en nous rappelant qu'il n'y a toujours que deux sortes de militants : ceux qui vivent du syndicalisme et ceux qui en souffrent toujours et en crèveront parfois.

Camille LABERCHE.

---:---:---:---:---

#### DU 49ème AU 50ème ANNIVERSAIRE

Aux notes du camarade Laberche, nous n'ajouterons que certaines remarques d'un caractère peut-être plus pratique. Des interventions diverses qui suivirent les exposés, le 19 Mars, doivent être soulignées deux propositions intéressantes à propos du 50ème anniversaire.

Monatte rappela qu'il avait jadis cherché à réunir pour les publier des écrits de PELLOUTIER épars dans diverses re-



vues. C'est un différend avec Maurice PELLOUTIER, le frère de Fernand, qui empêcha cette publication aujourd'hui plus nécessaire encore que jadis. Voilà trouvé le livre du cinquantenaire. Reste à dénicher l'éditeur ou à inventer la formule qui permettrait de trouver les fonds nécessaires.

Mais un livre ne suffit pas. Pourquoi ne pas réunir dans une vaste conférence tous ceux qui s'intéressent à la renaissance d'une vie syndicale active au sein des Bourses du Travail, des Unions Locales et Départementales, dans les Collèges du Travail. N'y a-t-il pas un important travail à entreprendre dans les domaines : éducation, information, etc... dont PELLOUTIER, l'un des premiers, signala l'importance? Là encore, des questions d'organisation matérielle se posent; peut-être n'est-il pas trop tôt d'y penser tout de suite.

Sur l'une comme sur l'autre question, les rédacteurs de ces Cahiers recevront avec plaisir toute suggestion et toute aide qu'on voudra bien leur apporter.

Mais peut-être y a-t-il une meilleure façon encore de commémorer dignement PELLOUTIER, indépendamment des initiatives précédentes qui gardent leur plein intérêt. Ce serait de publier des Cahiers Pelloutier qui soient au niveau de l'exemple de "L'Ouvrier des Deux Mondes". Nous espérons que les amis de ces Cahiers auront prochainement l'occasion de lire ce vœu mieux formulé, avec toutes les précisions souhaitables.

Il dépend de chacun de nous de préparer cela. Renvoyons à ce sujet à la note, en fin de ce numéro, sur "la vie des cahiers".

Et tirons la conclusion : que cette commémoration du 49ème anniversaire n'aura pas été inutile si elle participe à faire du cinquantenaire, la preuve que l'esprit d'initiative hardie; que le courage tenace, que le scrupuleux respect de la vérité, que toutes ces qualités, éminentes chez PELLOUTIER, restent cultivées par quelques-uns résolus, comme il le fut, à ne pas "parvenir".

G. WALUSINSKI.

P.S.- Signalons, parmi les articles parus à propos de la commémoration de la mort de PELLOUTIER, un article signé Ursus dans "Syndicalisme ouvrier", l'organe de l'U.D. de l'Isère que notre camarade Baudiéri anime.

-:-:-:-:-

NOTES SUR LA SITUATION ET L'ACTION OUVRIERES.

I.- LA GREVE DES MINEURS AMERICAINS

Le 1er Février dernier, il y avait près de 7 mois que durait la grève des charbonnages aux U.S.A. Pendant 4 mois 1/2, les mineurs n'ont travaillé que 3 jours par semaine, puis ils cessèrent complètement le travail.

L'absence de réaction patronale durant tout ce temps paraît s'expliquer assez bien par les difficultés de l'écoulement d'une production largement excédentaire en période normale (60 millions de tonnes par mois, alors que 40 millions suffisent à la consommation intérieure). Il a fallu 7 mois d'une production très ralentie puis d'arrêt total pour que la situation devienne critique, pour qu'il soit question de rationner la consommation domestique à New York et pour que le patronat réagisse.

La première idée de celui-ci a été d'obtenir du Président TRUMAN l'application de la loi Taft-Hartley rarement appliquée mais qui constitue, par sa menace, une limitation du droit de grève.

Le gouvernement semble avoir engagé la procédure avec hésitation. Une commission a été prévue, formée de 3 experts nommés par le gouvernement. Son rapport, à déposer, le 13 Février aurait permis au président TRUMAN d'exiger le retour au travail pour une période d'arbitrage de 80 jours, sous menace de sanctions (Lors d'un précédent conflit l'Union des Mineurs a ainsi été condamnée à payer des amendes de 1.420.000 dollars).

Quelle a été la tactique des mineurs et de leur principal dirigeant John LEWIS? Pour eux le différend remonte à juin 49 où leurs demandes d'augmentations de salaires et des cotisations patronales aux fonds de secours et de retraite avaient été rejetées par les patrons. Mais alors que les négociations avaient été reprises directement entre LEWIS et les patrons, ceux-ci, le 2 février, acceptèrent les propositions présidentielles. LEWIS les refuse le 4. Le 6, 372.000 mineurs sont en grève totale.

Fait particulièrement important : alors que LEWIS tente de renouer les contacts avec les patrons, les ouvriers refusent de tenir compte d'un décret pris le 11 Février par le Président TRUMAN, en vertu de la loi Taft-Hartley.



Réaction gouvernementale : La cour fédérale accuse l'United Mine Workers de désobéissance "civile et criminelle"; mais le juge acquitte le syndicat qui n'est pas responsable du fait que son ordre de reprise du travail n'a pas été suivi.

Réactions dans la grande presse où l'on s'inquiète : "En d'autres termes, les chefs syndicalistes eurent tous les avantages de la grève tout en se lavant les mains du fait qu'elle se poursuivait... Il faudra que le Congrès s'attaque à ce problème. Si les syndicats ne sont pas assez puissants pour mettre un terme à la menace d'un désastre qu'ils ont provoqué, il se pourrait que le Congrès dût interdire les conventions collectives sur le plan national. M. Lewis ne peut en même temps "garder son gâteau et le manger"... (Washington Post. 5 Mars).

On appréciera d'autant mieux l'indignation (?) du journaliste à propos de cette menace de désastre qu'un autre journal le "Journal of Commerce" du 2 mars écrivait :

"Il y a longtemps que le charbon perd des marchés en faveur des combustibles concurrents. La guerre a arrêté son déclin et cette industrie a joui de quelques années de prospérité relative. Mais à l'heure actuelle, la concurrence de l'essence et du gaz naturel reprend ses droits, d'autant plus que le prix de revient de la main d'oeuvre est, dans les mines, plus élevé qu'ailleurs... Au début tous les efforts faits pour stabiliser l'industrie l'ont été par les patrons... Cette fois c'est le syndicat qui s'est chargé de la besogne. L'année dernière John LEWIS imposait la semaine de 3 jours ce qui permettait d'étaler le travail tout en maintenant les stocks. C'était le premier véritable cartel imposé par un syndicat à une industrie dans ce pays... Mais la politique du syndicat qui exige de hauts salaires, des prix élevés et la répartition du travail parmi ses membres sous le contrôle rigide de l'U.M.W. (United Mine Workers) est considérée comme fatale par les directeurs... Ceux-ci préféreraient, en augmentant l'efficacité, en abaissant les prix et en améliorant les conditions du marché, maintenir à un niveau élevé la consommation du marché..."

Quelles qu'aient été ces divergences, elles n'ont pas empêché l'accord des dirigeants de l'U.M.W. et des patrons dès que le Président TRUMAN, après avoir également blâmé patronat et syndicat, eut menacé de saisir les charbonnages. L'avis des mineurs est peut-être divisé sur le point de savoir si l'Etat leur donnerait de meilleures conditions de travail que les patrons; mais John LEWIS et bien entendu tous les autres dirigeants de l'U.M.W. n'ont aucun doute : ils préfèrent la libre entreprise.

Quelques heures après l'intervention du Président au Congrès, LEWIS et les directeurs des charbonnages signaient un accord. Ce nouveau contrat est, selon LEWIS, une "réalisation constructive de l'industrie". Le salaire journalier passe de 14,05 dollars à 14,75 (1 dollar : 350 frs environ); augmentation du pourcentage de versement des patrons à la caisse de secours social des syndicats.

De son côté, le patronat affirme qu'il trouve là "sa première chance réelle de stabilité depuis 10 ans".

Pourtant beaucoup de grands journaux constatent, non sans quelque inquiétude, la victoire des syndicats et la position renforcée de LEWIS :

"Le regain d'influence de M. LEWIS dans tout le Labor est des plus importants. Bien qu'il n'appartienne ni au C.I.O. ni à l'A.F.L. il commence à les dominer tous deux. Il offre un million de dollars à REUTHER pour le syndicat de l'automobile renvoie à MURRAY (Président du C.I.O.) les 500.000 dollars que lui avait adressés le syndicat de la sidérurgie, tandis qu'il reparle d'un pacte mutuel de "défense" qui permettrait aux centaines de millions de dollars amassés par les cotisations des travailleurs de servir à payer des lois et influencer l'élection de ceux qui seraient prêts à faire les volontés des syndicats... LEWIS a de plus ouvert la voie à quelque chose d'autre et de bien plus significatif. C'est le premier des chefs syndicalistes à avoir assuré à son syndicat une majorité de 2 à 1 dans l'administration d'un énorme fonds de Sécurité Sociale qui se monte à près de 300 millions de dollars. Il faut s'attendre à ce que d'autres chefs syndicalistes en demandent autant. LEWIS fait un suprême effort pour obtenir la dictature du travail par le moyen d'une alliance entre les grands syndicalistes. Les autres chefs peuvent bien être jaloux, il n'en reste pas moins qu'il a prouvé à la masse qu'il est plus fort que les Présidents et les Congrès et qu'il en fait ce qu'il veut..."

(David LAWRENCE dans "New York Herald Tribune" 8 Mars).

#### Remarque.

La note précédente tente de fixer brièvement les grandes lignes d'un conflit qui a inquiété toute la population des Etats-Unis (des restrictions de consommation de charbon domestique ont été envisagées, ce qui n'avait jamais été durant la guerre).



L'autorité de LEWIS est-elle aussi incontestée que le journaliste cité ci-dessus le suggère? Le refus des mineurs de le suivre dans tous les détours de sa stratégie trop savante n'est-elle pas le signe d'une vie réelle dans les syndicats? Les journalistes n'ont-ils pas, ici comme trop souvent, la fâcheuse tendance d'attribuer le résultat plus aux grands "conducteurs" plutôt qu'aux humbles exécutants?

Nous nous gardons de conclure puisque, aussi bien, la documentation où nous avons puisé (ces coupures de presse) peut n'être pas complète. L'idéal serait, évidemment, qu'un mineur de là-bas nous dise ce qu'il en pense : encore une occasion d'apprécier la valeur des contacts humains les plus directs.

## II.- LES SALAIRES EN GRANDE BRETAGNE.

On sait qu'un Conseil général des syndicats anglais (T.U.C.) avait, en Janvier dernier, à une faible majorité, accepté le blocage des salaires qui restait préconisé par le gouvernement. Depuis lors, les élections générales ont eu lieu. Sur le plan social, plusieurs organisations syndicales importantes ont examiné de nouveau quelle devait être leur attitude sur le problème des salaires.

Les 1.250.000 travailleurs des industries mécaniques et navales, malgré l'apposition du gouvernement, ont été invités à exprimer par referendum leur avis sur une grève dont le but est une augmentation de salaires de 1 livre par semaine, ou s'ils préfèrent le recours aux instances arbitrales. A la majorité la Fédération des Employés de magasin a rejeté une résolution favorable au blocage des salaires.

Enfin, après la présentation du nouveau budget, le Conseil général du T.U.C. lui-même souhaite un assouplissement du blocage (il demande que plus de liberté d'appréciation soit laissée aux tribunaux d'arbitrage qui jusqu'ici devaient refuser toute augmentation).

La récente grève des dockers de Londres n'était pas liée à la question des salaires. Pourtant, il n'est peut-être pas impossible de constater, ici et là, certaine opposition, assez brutale même parfois, entre les syndiqués et les dirigeants. N'est-ce pas une preuve de liberté?

## III.- ACCROISSEMENT DES REVENUS

### ET ACTION SYNDICALE EN U.R.S.S.

Les journaux Russes du 18 Janvier 1950 ont publié le communiqué de la direction des statistiques sur les résultats du 4ème exercice du plan quinquennal. On lit : "Le revenu national de l'U.R.S.S. a augmenté en 1949 de 17 % par rapport à 1948 et de 36 % par rapport à 1940 .

"Cet accroissement a permis d'améliorer considérablement la situation matérielle des ouvriers, des paysans et des intellectuels et de stimuler la production socialiste dans les villes et les campagnes".

Mais plus loin on lit :

"Les revenus des ouvriers et employés ont augmenté en 1949 de 12 % par ouvrier par rapport à 1948 et de 24 % par rapport à 1940. Quant aux revenus des paysans, l'augmentation par paysan en 1949 a été de 14 % par rapport à 1948 et de plus de 30 % par rapport à 1940".

Il est légitime de s'étonner qu'une augmentation des revenus de 12 % pour les ouvriers et de 14 % pour les paysans puisse donner une augmentation moyenne de 17 %. Quelle est donc la catégorie sociale ne comprenant ni ouvriers ni paysans dont les revenus ont augmenté de plus de 17 % ? Nous n'avons lu, là-dessus, aucun renseignement.

Par contre un long article signé Kounik dans "Troud" (13 Mars) l'organe des syndicats soviétiques, vante les mérites de la politique de baisse des prix. Cette 3ème baisse des prix aurait permis à la population en 1950, une économie d'au moins 110 milliards de roubles dans le secteur du Commerce d'Etat coopératif et kolkhozien. Les avantages de cette politique, "nouvelle preuve de la sollicitude de Staline, du parti bolchevik et de l'Etat soviétique concernant le bien-être de notre peuple", apparaît d'autant mieux que Kounik compare la situation des ouvriers Russes à celle de leurs camarades d'Occident.

"Dans les pays marshallisés de l'Europe occidentale, le système de rationnement alimentaire est encore en vigueur. La ration de viande par habitant a été réduite en Angleterre de près de trois fois par rapport à l'avant-guerre. Celle du beurre de moitié. En France, depuis 18 mois, la vente et l'achat de linge, de vêtements, de chaussures ont baissé de 30 à 60 %".



On voit que les syndicats soviétiques n'ayant pas à lutter "pour un gouvernement démocratique, se consacrent uniquement à l'information objective". Cela ne leur suffit pourtant pas. La presse du 29 Janvier publiait le décret du Praesidium du Soviet Suprême, ratifiant la composition de la Commission électorale centrale : Président - Ossipov représentant du Conseil central de l'Union syndicale; secrétaire - Dédov, représentant du syndicat de l'enseignement politique. Qui prétendra encore que les syndicats soviétiques ne servent à rien ?

#### IV. - LES CONDITIONS DU TRAVAIL EN FRANCE

Une étude statistique complète des conditions du travail en France serait très utile. Son établissement, au moins aussi difficile qu'un recensement général, représenterait plusieurs années de travail. Les résultats seraient acquis à une époque où, selon toute probabilité, ils ne correspondraient plus à la réalité.

C'est pourquoi l'Institut National de la Statistique a envisagé l'application de la méthode dite "des sondages". Du 24 Avril au 7 Mai, six mille ménages répartis sur l'ensemble du territoire ont été questionnés.

La réussite de l'entreprise dépend de nombreux facteurs. Le premier est la bonne volonté des personnes questionnées et la sincérité de leurs réponses; conditions qui ne sont pas propres au "sondage" mais à toute enquête par questionnaire. Le second est la qualité de l'échantillonnage. Les 6.000 exemples sont-ils assez nombreux pour qu'un choix, au hasard, révèle la situation générale des conditions de travail? Si les 6.000 exemples ne sont pas choisis au hasard, les raisons qui auront conduit à les choisir ne révèlent-elles pas une opinion a priori des enquêteurs?

L'usage fréquent et publicitaire de la méthode des sondages dans le domaine des opinions politiques et la mauvaise interprétation qui a été faite le plus souvent des résultats dans ce cas particulier, ont largement contribué à décrier auprès du grand public une méthode qui, scientifiquement, est justifiée et qui a été employée avec succès par l'Institut National d'Etudes Démographiques. Nous reviendrons à la fois sur la méthode et sur les résultats acquis.

Sur la méthode, car dans ce cas là comme dans beaucoup d'autres, il faut regretter que le mouvement syndical n'ait

pas les moyens matériels de se fournir sa documentation. Sur les résultats car nous devons examiner dans un esprit critique les résultats acquis par ces organismes officiels.(1)

G. W.

(1) L'Institut National de la Statistique publie un bulletin hebdomadaire (Editions de la Documentation française).

L'Institut National d'Etudes Démographiques a publié déjà plusieurs études sur la méthode des sondages et l'a appliquée à plusieurs enquêtes; signalons celle sur l'éloignement entre domicile et lieu de travail dans la Région parisienne, sur l'extension des crèches et travail à temps partiel des mères de famille.

— : — : — : — : — : — : —

## LA VIE DES CAHIERS

Nos amis auront quelque raison de se plaindre pour la publication bien tardive de ce numéro. Nous n'avons pu tenir notre promesse d'une parution régulière. Nous maintenons pourtant ce premier objectif.

En même temps nous voudrions réaliser les conditions permettant de nous faire imprimer, tous les mois, sur 16 pages contenant : une ou plusieurs grandes enquêtes, une chronique de l'Education Ouvrière, des textes de PELLOUTIER ou se rapportant à son oeuvre, des notes sur les faits les plus lourds de signification dans l'action ouvrière contemporaine. Ceci n'est qu'une ébauche, le but étant de refaire, aussi bien que possible, à notre façon et à celle de notre temps, "l'Ouvrier des Deux Mondes".

Lecture sérieuse sans doute, mais nécessaire aussi à tous ceux qui sentent combien leur manque "la science de leur malheur" et que c'est par nos propres moyens, et tous ensemble, que nous comblerons nos insuffisances.

Voilà pourquoi, aussi désagréable que soit l'appel toujours répété aux abonnements, aux cotisations, nous ne nous laisserons pas de redire qu'il faut vouloir s'émanciper et qu'il faut en vouloir les moyens :

- Pensez à vous réabonner.

- Faites abonner vos camarades, votre syndicat, votre



Union, votre Fédération,

- Ecrivez-nous : Réclamez des articles sur les sujets qui vous intéressent; aidez à leur rédaction en disant ce que vous en savez ou, mieux, faites l'article vous-même (Ces cahiers sont une tribune libre). Faites-nous part de toutes suggestions pour l'administration aussi bien que la rédaction.

- Prouvez ainsi que, pour vous, la fraternité ouvrière se manifeste dans toutes les formes de l'action syndicale et que faire vivre ces Cahiers en est une.

— : — : — : — : — : — : — : — : — :